

SCANDALE DANS LES ABYSSES

Par

CLAIRE NOUVIAN

Fondatrice et présidente de l'association BLOOM



La semaine dernière, la France et la Commission européenne ont violé de façon flagrante le droit international. Alors qu'en 2006 les nations se sont engagées à « agir en urgence » pour protéger les écosystèmes marins vulnérables, elles ont bloqué, lors d'une réunion de l'Apsoi (Accord relatif aux Pêches du sud de l'océan Indien), la fermeture de cinq zones aux engins de pêche entrant en contact avec le fond. En s'opposant à l'Australie qui proposait de protéger coraux, éponges et autres animaux des grandes profondeurs, elles ont montré le peu de respect qu'elles portaient aux recommandations, pourtant claires, du comité scientifique de l'Apsoi.

La France se comporte ainsi en Etat voyou qui piétine les résolutions de l'ONU pour satisfaire l'appétit insatiable de sa pêche industrielle, portée à bout de bras par les subventions publiques. La Commission européenne s'est, quant à elle, prise pour la représentante des pêcheurs industriels espagnols. La défense du bien commun? Le développement durable? De beaux discours, dont les pouvoirs publics n'ont cure: ils vendent l'idéal démocratique à une poignée d'industriels.

La trahison de nos gouvernements ne se traduit pas seulement par leur soutien à la pêche en eaux profondes. Le mirage prométhéen de l'extraction minière, qui fait peser sur les abysses un danger sans précédent, révèle le gouffre qui se creuse entre les annonces et la réalité. Selon la Convention sur le Droit de la Mer de 1982, l'exploitation de minerais dans les océans profonds doit bénéficier « à l'humanité tout entière ». C'est dans cet esprit que l'Autorité internationale des Fonds marins a été

pensée, sur le principe d'une voix par pays. Or ce système donnait un tel ascendant aux pays du Sud qu'il a été modifié pour empêcher la règle de la majorité. Voilà comment l'Autorité est devenue incapable de jouer son rôle de gardien du bien commun. Sous la coupe de techno-prophètes qui s'enthousiasment pour le « nouvel eldorado minier » que sont les abysses, elle accorde à tour de bras des permis d'exploration, considérant l'extraction de ces minerais « inévitable ».

Faux: elle peut être évitée, et doit l'être. Car l'extraction de ces minerais entraînerait des pertes de biodiversité irréversibles à l'échelle temporelle de l'homme. Comme l'a démontré l'université de Technologie de Sydney, la transition vers les énergies renouvelables peut se passer des matériaux issus des profondeurs. Relever le défi d'une innovation économe en matières premières n'est pas hors de portée. Panasonic et Tesla viennent d'annoncer la production de batteries sans cobalt...

Alors pourquoi accepter qu'un organisme aussi opaque et structurellement illégitime que l'Autorité internationale des Fonds marins décide de l'avenir de 54% de la surface de la Terre? Comment envisager de reproduire les erreurs du passé, en se rendant de nouveau dépendants d'une ressource fossile, tandis que moins de 1% des métaux précieux (les terres rares) sont actuellement recyclés?

Alors que s'ouvre un nouveau cycle de négociations à huis clos sur le sujet, il est temps d'arrêter la fuite en avant. De dire stop et de réfléchir, comme le proposent les associations environnementales réunies par Seas at Risk. Perdre le pouvoir de dire non, notamment à la technologie, c'est perdre notre liberté et notre humanité. **C.N.**

